

Convention collective régionale
IDCC : 1384. – VINS DE CHAMPAGNE
(9 juillet 1985)

(Etendue par arrêté du 6 juin 1986,
Journal officiel du 28 juin 1986)

ACCORD DU 15 AVRIL 2013
RELATIF AUX SALAIRES AU 1^{ER} JANVIER 2013

NOR : ASET1350727M
IDCC : 1384

Entre :

L'UMC,

D'une part, et

La CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

1. A compter du 1^{er} janvier 2013, le barème de salaires tripartite est revalorisé de + 1,50 % par rapport au barème applicable au 1^{er} janvier 2012.

Le barème revalorisé figure en annexe au présent accord.

Les partenaires sociaux conviennent de réexaminer le barème de salaires tripartite début 2014. Une réunion de concertation serait toutefois convoquée courant juillet 2013 si la moyenne au 30 juin 2013 de l'indice des prix Insee (hors tabac) des 12 derniers mois était supérieure de + 1,8 % par rapport à la moyenne de la même période de l'année précédente.

2. Le tableau récapitulatif des congés payés figurant à l'article C 11 de la convention collective est modifié comme suit à compter de la date du présent accord.

MOIS DE TRAVAIL RÉALISÉS du 1 ^{er} juin au 30 mai	DROITS À CONGÉS PAYÉS	
	Jours ouvrables (*)	Heures non travaillées
De 1 à 11	2,5 j × (de 1 à 11)	>
Année complète = 12 mois	30	175
1 à 4 ans	30	175
5 à 9 ans	31	180,8
10 à 14 ans	32	186,6
15 à 19 ans	33	192,5
20 à 24 ans	34	198,3

MOIS DE TRAVAIL RÉALISÉS du 1 ^{er} juin au 30 mai	DROITS À CONGÉS PAYÉS	
	Jours ouvrables (*)	Heures non travaillées
25 à 29 ans	35	204,1
30 à 35 ans	36	209,9
> 35 ans	37	215,7
(*) Au sens légal (samedi compris).		

3. L'article C 25.1 de la convention collective du champagne est modifié pour tenir compte de la création d'un échelon supplémentaire de la prime à partir de 40 ans d'ancienneté. Le texte figurant en annexe est applicable à compter de la date du présent accord.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Rémunérations mensuelles garanties pour 35 heures par semaine à effet au 1^{er} janvier 2013

Primes annuelles à ajouter (cf. art. C 23 et C 24)

Valeur du point coefficient 100 : 9,36.

Employés et ouvriers

(En euros.)

COEFFICIENT hiérarchique de la fonction	SALAIRE GARANTI (taux horaire)	MENSUALITÉ : 35 HEURES + MTP + ADAPTATION		
		1 mois (35 heures) (152,25)	De 2 à 6 mois (158,34)	De 7 à 12 mois (162,40)
100	9,36	1 425,17	1 482,18	– (*)
110	9,45	1 438,05	1 495,57	1 533,92
120	9,78	1 489,00	1 548,55	1 588,26
130	10,28	1 565,75	1 628,38	1 670,13
140	10,79	1 642,50	1 708,20	1 752,00
150	11,29	1 719,25	1 788,02	1 833,87
160	11,80	1 796,00	1 867,84	1 915,74
170	12,30	1 872,76	1 947,67	1 997,61
175	12,55	1 911,13	1 987,58	2 038,54
180	12,80	1 949,51	2 027,49	2 079,48
190	13,31	2 026,26	2 107,31	2 161,35
195	13,56	2 064,64	2 147,22	2 202,28
(*) Coefficient d'embauche, pas de salarié au coefficient 100 après 3 mois continus.				

Rémunérations mensuelles incluant les primes MTP + adaptation + évolution de carrière à l'ancienneté

Employés et ouvriers

(En euros.)

COEF.	1 AN à < 3 ans	3 ANS à < 6 ans	6 ANS à < 11 ans	11 ANS à < 16 ans	16 ANS à < 21 ans	21 ANS à < 26 ans	26 ANS à < 30 ans	30 ANS à < 35 ans	35 ANS à < 40 ans	40 ANS et plus
110	1 552,93	1 571,41	1 580,65	1 589,90	1 599,14	1 610,33	1 622,73	1 640,97	1 648,76	1 656,63
120	1 608,09	1 627,20	1 636,76	1 646,31	1 655,87	1 667,57	1 680,47	1 699,35	1 707,47	1 715,32
130	1 690,91	1 710,98	1 721,01	1 731,05	1 741,08	1 753,74	1 766,88	1 786,95	1 795,31	1 803,74
140	1 773,74	1 794,76	1 805,27	1 815,78	1 826,29	1 839,67	1 853,53	1 874,55	1 883,39	1 892,16
150	1 856,56	1 878,54	1 889,53	1 900,52	1 911,51	1 925,60	1 940,18	1 962,15	1 971,47	1 980,58
160	1 939,39	1 962,32	1 973,79	1 985,26	1 996,72	2 011,53	2 026,82	2 049,76	2 059,31	2 069,00

COEF.	1 AN à < 3 ans	3 ANS à < 6 ans	6 ANS à < 11 ans	11 ANS à < 16 ans	16 ANS à < 21 ans	21 ANS à < 26 ans	26 ANS à < 30 ans	30 ANS à < 35 ans	35 ANS à < 40 ans	40 ANS et plus
170	2 022,21	2 046,10	2 058,05	2 069,99	2 082,17	2 097,46	2 113,47	2 137,36	2 147,39	2 157,42
175	2 063,63	2 087,99	2 100,18	2 112,36	2 124,78	2 140,55	2 156,79	2 181,16	2 191,43	2 201,63
180	2 105,06	2 129,92	2 142,30	2 154,78	2 167,45	2 183,53	2 200,10	2 224,96	2 235,44	2 245,83
190	2 187,91	2 213,74	2 226,56	2 239,81	2 252,72	2 269,35	2 286,73	2 312,56	2 323,48	2 334,25
195	2 229,30	2 255,59	2 268,56	2 282,12	2 295,26	2 312,30	2 330,07	2 356,36	2 367,56	2 378,46

Agents d'encadrement

(En euros.)

COEFFICIENT hiérarchique de la fonction	SALAIRE GARANTI (taux horaire)	MENSUALITÉ : 35 HEURES + MTP + ADAPTATION		
		< 2 mois	3 à 6 mois	> 6 mois
200	13,81	2 103,01	2 187,13	2 243,21
210	14,32	2 179,77	2 266,96	2 325,08
220	14,82	2 256,52	2 346,78	2 406,95
225	15,07	2 294,89	2 386,69	2 447,89
230	15,33	2 333,27	2 426,60	2 488,82
240	15,83	2 410,02	2 506,42	2 570,69
245	16,08	2 448,40	2 546,34	2 611,63
250	16,33	2 486,78	2 586,25	2 652,56
270	17,34	2 640,28	2 745,89	2 816,30
295	18,60	2 832,16	2 945,45	3 020,97
300	18,85	2 870,54	2 985,36	3 061,91
325	20,11	3 062,42	3 184,91	3 266,58

Cadres

(En euros.)

POSITION	COEFFICIENT	ANCIENNETÉ		
		< 3 mois	4 > 6 mois	> 6 mois
I	300 à 349	2 870,54	2 985,36	3 061,91
		93,75 %	97,50 %	100,00 %
		3 246,62	3 376,49	3 463,06
II	350 à 449	3 254,30	3 384,47	3 471,22
		93,75 %	97,50 %	100,00 %
		4 014,15	4 174,71	4 281,76
III a	450 à 599	4 021,82	4 182,69	4 289,94
		93,75 %	97,50 %	100,00 %
		5 165,46	5 372,07	5 509,82

POSITION	COEFFICIENT	ANCIENNETÉ		
		< 3 mois	4 > 6 mois	> 6 mois
III <i>b</i>	600 à 719	5 173,13	5 380,05	5 518,00
		93,75 %	97,50 %	100,00 %
		6 086,43	6 329,94	6 492,19
1. Durant les 3 premiers mois d'adaptation à la fonction attribuée : 93,75 % du montant prévu au 6 ^e mois. 2. Du 4 ^e au 6 ^e mois : 97,50 % du montant prévu au 6 ^e mois. Le statut cadre inclut les sujétions et les dépassements d'horaires inhérents à la fonction.				

Règles générales d'application

1. Le coefficient hiérarchique est donné par la grille unique de classification des emplois d'employés, ouvriers (caves et vignes), encadrement et cadres.
2. Salaires de cas particuliers : jeunes et contrats spéciaux, vendangeurs, etc. (cf. art. C 26).
3. Tout salaire mensuel supérieur à celui prévu au barème ne justifie pas de majorer le coefficient hiérarchique exclusivement déterminé par l'emploi.
4. Aucun élément de salaire du code du travail (Smic) ou particulier à la maison ne peut se cumuler avec les montants de ce barème (cf. art. A 25).

Congés payés : durée, indemnité, modalités (art. C 11)

1. L'assiette de calcul des droits à congés payés est le nombre de mois de travail effectif réalisé entre le 1^{er} juin et le 30 mai suivant auquel sont ajoutées les périodes d'absence au travail justifiées par :
 - les périodes légales de repos des congés de maternité et de congés payés de l'an passé ;
 - les périodes de suspension du contrat de travail par suite d'accident du travail survenu au service de l'établissement, limitées à une période de 1 an ;
 - les périodes d'absences assimilées au temps de travail prévues à l'article C 13 ci-après ;
 - pour les salariés ayant au moins 1 an d'ancienneté, les périodes de maladie dûment justifiées, dans la limite d'une durée totale de 2 mois.
2. La durée totale des congés est fonction du nombre de mois compris dans l'assiette de calcul et de l'ancienneté dans l'entreprise, par application du tableau ci-dessous.

MOIS DE TRAVAIL RÉALISÉS du 1 ^{er} juin au 30 mai	DROITS À CONGÉS PAYÉS	
	Jours ouvrables (*)	Heures non travaillées
De 1 à 11	2,5 j × (de 1 à 11)	>
Année complète = 12 mois	30	175
1 à 4 ans	30	175
5 à 9 ans	31	180,8
10 à 14 ans	32	186,6
15 à 19 ans	33	192,5
20 à 24 ans	34	198,3
25 à 29 ans	35	204,1
30 à 35 ans	36	209,9
> 35 ans	37	215,7
(*) Au sens légal (samedi compris).		

Le décompte conventionnel en heures n'interdit pas à chaque salarié de pouvoir prétendre à un décompte réalisé sur les bases légales en jours ouvrables. Dans ce cas, seules les dispositions légales lui sont appliquées sans aucun cumul possible conformément aux dispositions prévues à l'article A 25.

Prime mensuelle d'évolution de carrière et d'ancienneté des ouvriers et employés (art. C 25.1)

Objectif : récompenser la fidélité du dynamisme consacré par le salarié à son entreprise, l'amélioration de sa formation, de sa productivité et de la qualité de ses relations de travail surtout en cas de longue ancienneté passée dans l'entreprise, à un même poste de travail. Le présent accord prend forfaitairement en compte l'ancienne prime d'ancienneté à laquelle il a été ajouté une prime forfaitaire supplémentaire nouvelle au titre de l'évolution de carrière. Celle-ci a été calculée variable entre 21 et 35 ans d'ancienneté de + 0,5 % à + 2 % applicable exclusivement aux salaires conventionnels (et non réels) de la fonction effectivement occupée dans l'entreprise.

Bénéficiaires : les ouvriers et employés (coef. 100 à 199) après 12 mois de présence continue.

Modalités : depuis 1991, l'employeur ajoute à la mensualité conventionnelle de chacun de ses employés et ouvriers la prime d'évolution de carrière venant s'ajouter au salaire mensuel conventionnel de la fonction exercée.

Non inhérente à la nature du travail réalisé, cette prime n'a donc aucun effet sur la rémunération horaire, n'est pas prise en compte pour le calcul des heures supplémentaires, ni des primes calculées en heures de travail. Elément accessoire du salaire mensualisé, elle est en fait payée 12 fois dans l'année car elle entre en compte pour le calcul des indemnités de congés payés mais n'est pas prise en compte pour le calcul des primes et gratifications annuelles. Elle est maintenue pendant les arrêts de travail pour maladie ou accident, dans la limite de 9 mois portée à 12 mois s'il s'agit d'un salarié ayant plus de 20 ans d'ancienneté ou d'un accident de travail.

Montant : la prime forfaitaire mensuelle d'évolution de carrière et d'ancienneté des employés et ouvriers s'ajoute au salaire mensuel conventionnel résultant de la valeur du point. Ce montant est variable selon le coefficient hiérarchique de la fonction exercée et de l'ancienneté du salarié. Le barème tripartite des salaires minima conventionnels précise le montant total mensuel attribué au salarié en fonction de son coefficient hiérarchique, d'une part, et de son ancienneté, d'autre part, soit à partir du 1^{er} janvier 2013 :

(En euros.)

COEF.	1 AN < 3 ans	3 ANS < 6 ans	6 ANS < 11 ans	11 ANS < 16 ans	16 ANS < 21 ans	21 ANS < 26 ans	26 ANS < 30 ans	30 ANS < 35 ans	35 ANS < 40 ans	40 ANS et plus
	Mensualité globale 2013 des employés et ouvriers toutes primes mensuelles comprises									
110	1 552,93	1 571,41	1 580,65	1 589,90	1 599,14	1 610,33	1 622,73	1 640,97	1 648,76	1 656,63
120	1 608,09	1 627,20	1 636,76	1 646,31	1 655,87	1 667,57	1 680,47	1 699,35	1 707,47	1 715,32
130	1 690,91	1 710,98	1 721,01	1 731,05	1 741,08	1 753,74	1 766,88	1 786,95	1 795,31	1 803,74
140	1 773,74	1 794,76	1 805,27	1 815,78	1 826,29	1 839,67	1 853,53	1 874,55	1 883,39	1 892,16
150	1 856,56	1 878,54	1 889,53	1 900,52	1 911,51	1 925,60	1 940,18	1 962,15	1 971,47	1 980,58
160	1 939,39	1 962,32	1 973,79	1 985,26	1 996,72	2 011,53	2 026,82	2 049,76	2 059,31	2 069,00
170	2 022,21	2 046,10	2 058,05	2 069,99	2 082,17	2 097,46	2 113,47	2 137,36	2 147,39	2 157,42
175	2 063,63	2 087,99	2 100,18	2 112,36	2 124,78	2 140,55	2 156,79	2 181,16	2 191,43	2 201,63

COEF.	1 AN < 3 ans	3 ANS < 6 ans	6 ANS < 11 ans	11 ANS <16 ans	16 ANS < 21 ans	21 ANS < 26 ans	26 ANS < 30 ans	30 ANS < 35 ans	35 ANS < 40 ans	40 ANS et plus
Mensualité globale 2013 des employés et ouvriers toutes primes mensuelles comprises										
180	2 105,06	2 129,92	2 142,30	2 154,78	2 167,45	2 183,53	2 200,10	2 224,96	2 235,44	2 245,83
190	2 187,91	2 213,74	2 226,56	2 239,81	2 252,72	2 269,35	2 286,73	2 312,56	2 323,48	2 334,25
195	2 229,30	2 255,59	2 268,56	2 282,12	2 295,26	2 312,30	2 330,07	2 356,36	2 367,56	2 378,46

Règles générales d'application

1. Le coefficient hiérarchique est donné par la grille unique de classification des emplois d'employés, ouvriers (caves et vignes), A-E et cadres.
2. Salaires de cas particuliers : jeunes et contrats spéciaux, vendangeurs, etc. (cf. art. C 26).
3. Tout salaire mensuel supérieur à celui prévu au barème ne justifie pas de majorer le coefficient hiérarchique exclusivement déterminé par l'emploi.
4. Aucun élément de salaire du code du travail (Smic) ou particulier à la maison ne peut se cumuler avec les montants de ce barème (cf. art. A 25).
5. Le salaire minimum conventionnel annuel est égal à 12 mensualités ci-dessus majoré des primes annuelles (fin d'année et vacances).
6. Cette prime forfaitaire mensuelle est révisable dans les mêmes proportions et dates que les salaires conventionnels, comme le total ci-dessus.